

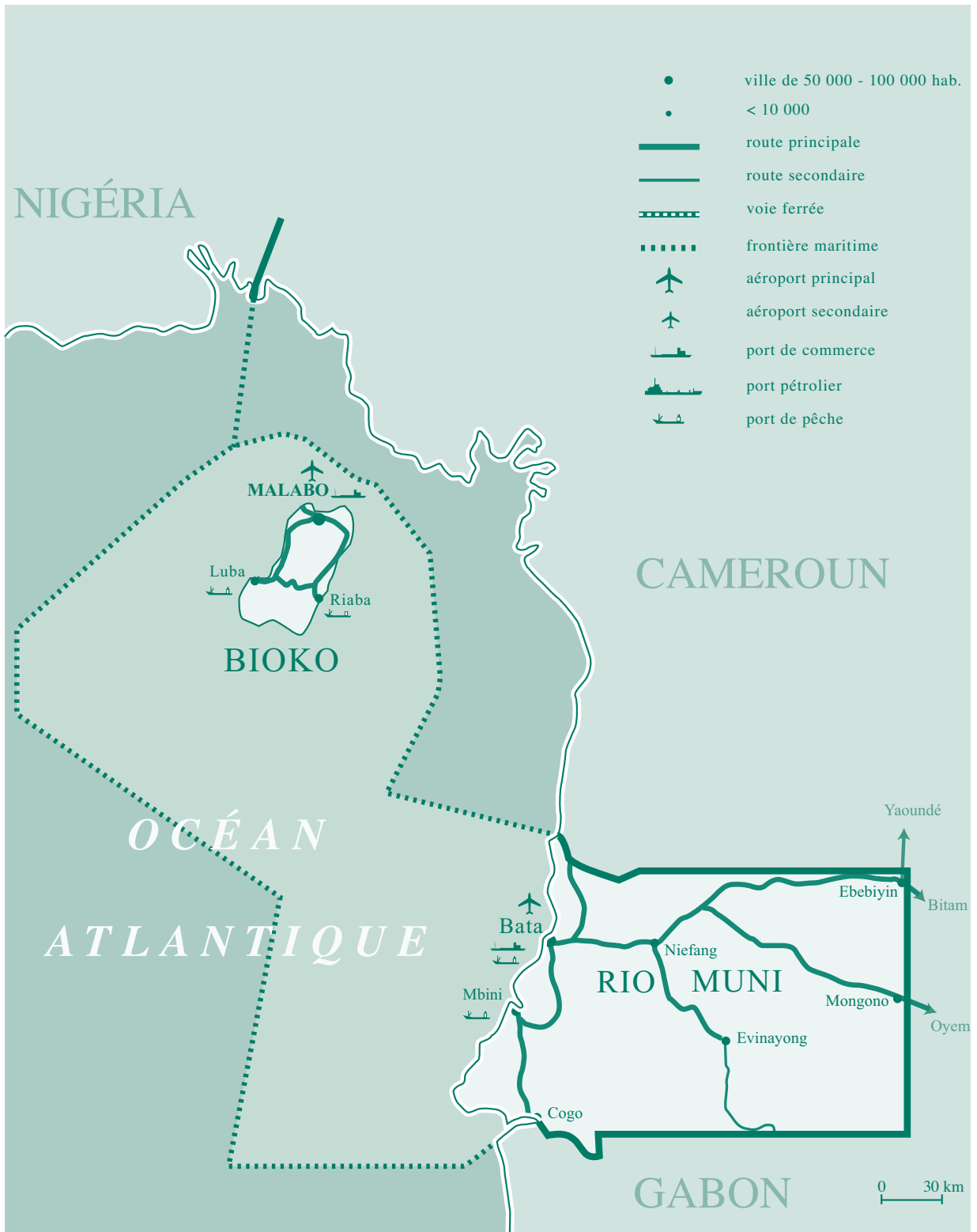
Guinée Equatoriale



chiffres clés

- Superficie en milliers de km² : 28
- Population en milliers (2007) : 507
- PIB par habitant, USD à prix constant 2000 (2007) :
- Espérance de vie (2007) : 51.6
- Taux d'analphabétisme (2007) : 11.4

Guinée Equatoriale



LA GUINÉE ÉQUATORIALE CONFIRME EN 2007 la vigueur de sa croissance économique, avec une croissance de son PIB réel de 9.8 pour cent après le taux de 5.3 pour cent enregistré en 2006. La relance de l'économie équato-guinéenne est due principalement à l'amélioration de la production du pétrole et du gaz, et au dynamisme des travaux de construction des infrastructures publiques. Elle s'accompagne d'une amélioration continue des performances dans le bâtiment et les travaux publics (BTP), les services bancaires, les télécommunications, le tourisme et la transformation du bois.

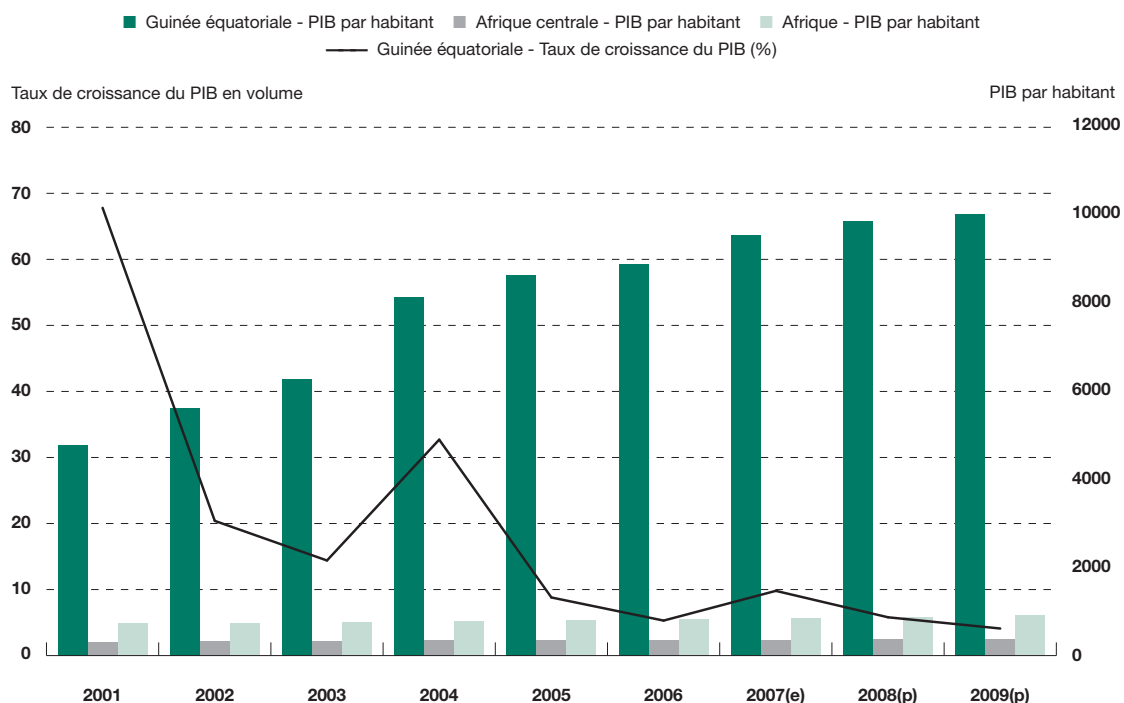
L'année 2007 a été marquée également par l'organisation, en novembre 2007, de la deuxième

conférence économique nationale depuis celle de 1997. Intitulée *Guinée Equatoriale 2020 – Agenda pour une diversification des sources de la croissance : diagnostic et axes stratégiques*, cette conférence a exploré les lignes directrices d'une valorisation de l'énorme potentiel du pays non encore exploité, et d'une diversification de l'économie nationale, notamment par le développement du secteur halieutique, du tourisme et des services financiers.

La croissance soutenue de l'économie et l'augmentation des recettes pétrolières n'ont cependant

La croissance soutenue et le respect des grands équilibres économiques n'ont réduit ni la pauvreté ni les inégalités.

Figure 1 - Taux de croissance du PIB en volume et PIB par habitant (USD à prix constant 2000)



Source : Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p)

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/324813342011>

guère eu d'effets positifs sur la réduction de la pauvreté dans le pays, ni d'une façon générale sur l'amélioration du niveau de vie de la population. L'incidence de la pauvreté reste extrême en Guinée équatoriale. On déplore également un taux élevé de mortalité infantile, la persistance des épidémies, un faible taux d'accès à l'eau potable, la faible couverture de la vaccination, et le sous encadrement aussi bien de l'administration publique que des secteurs de l'éducation et de la santé.

Développement économique récents

En 2007, l'économie équato-guinéenne a enregistré un taux de croissance de 9.8 pour cent, après celui de 5.3 pour cent de 2006. Ce progrès exceptionnel s'explique par l'amélioration de la production pétrolière, notamment du gaz naturel liquéfié (GNL), favorisée par la mise en place de nouvelles installations.

La part des hydrocarbures dans le PIB en 2006, s'établissait à 87 pour cent. Ce secteur est devenu incontestablement le moteur de l'économie équato-guinéenne, loin devant les autres secteurs de l'économie et en particulier l'agriculture et le bois.

La production de pétrole en 2007 a été estimée à 370 000 barils par jour (b/j), soit 135 millions de barils dans l'année, en augmentation de 11.6 pour cent par rapport à 2006. La production cumulée de pétrole brut avait régressé de 6.61 pour cent l'année précédente, passant de 129.5 millions de barils en 2005 à 120.9 millions en 2006. Mais ce ralentissement avait été compensé en valeur par la forte augmentation des cours du pétrole équato-guinéen durant toute l'année 2006, qui n'est jamais descendu sous la barre de 60 dollars (USD) par baril. Le prix moyen à l'exportation a été de 227 900 francs CFA la tonne en 2006 contre 188 000 en 2005. Le pays dispose de réserves prouvées de 1,8 milliard de barils, lui assurant une production pour une vingtaine d'années à des niveaux relativement élevés.

Outre le pétrole, le pays est riche en gaz naturel, surtout du méthanol dont les réserves sont estimées à

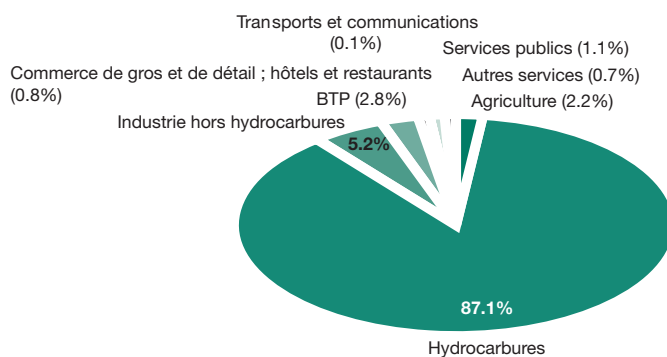
40 milliards de m³. En 2006, la production de méthanol et des autres gaz a été de 1.64 million de m³ contre 1.49 million de m³ en 2005. En 2007, la production du méthanol et celle de condensat ont progressé sensiblement, de l'ordre de 10.2 pour cent. Les estimations de production pour l'année 2007 sont de 3.16 millions de m³, et les perspectives 2008 de 3.28 millions.

L'augmentation de la production de ce secteur est due essentiellement à l'évolution de la production de butane et de propane depuis le renforcement des capacités de l'usine de Punta Europa, dont la production a augmenté de 102 pour cent par rapport à l'année 2005. Le gaz naturel, le méthanol en particulier, offre une véritable alternative pour pallier la baisse de l'extraction d'or noir. Les nombreuses compagnies pétrolières opérant en Guinée équatoriale devraient permettre au pays de se doter des technologies adaptées pour mieux exploiter son potentiel énergétique.


En ce qui concerne les autres activités du secteur primaire en 2007, la production brute de bois a culminé à 399 400 m³, contre 443 800 m³ en 2006 et 460 800 m³ en 2005, ce qui illustre le recul continu de cette production. En revanche, les bois débités ont augmenté de 6.3 pour cent grâce au renforcement des capacités des usines de transformation. Principalement situé sur la partie continentale du pays, le couvert forestier s'étend sur plus de 20 000 km², soit près de 80 pour cent du territoire national. Afin de préserver le patrimoine forestier, le gouvernement équato-guinéen a limité les périmètres d'exploitation et le nombre des entreprises opératrices. C'est ainsi que la surface exploitée a été réduite à 400 000 hectares contre 1.2 million en 1994, et le nombre des entreprises a été réduit à une quinzaine, contre 52 en 1994.

Le secteur primaire hors hydrocarbures n'a représenté que 1.5 pour cent du PIB en 2006. Les différents programmes mis en place afin de renforcer la sécurité alimentaire n'ont pas eu les effets escomptés. La persistance d'un niveau d'encadrement insuffisant, le manque de soutien matériel et financier aux paysans et l'état des infrastructures routières expliquent en grande partie cette situation.

Figure 2 - Ventilation sectorielle du PIB en 2006 (en pourcentage)



Source : Estimations des auteurs sur la base des données des autorités nationales.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/325863516517>

Le cacao et le café sont les deux principales cultures d'exportation. La production de cacao s'est stabilisée à 3 000 tonnes en 2006, en léger progrès par rapport à 2005. Le cacao a souffert de l'augmentation des coûts des intrants, de la rareté de la main-d'œuvre, et surtout de l'instabilité des prix à la production. En 2006, le prix du cacao est stabilisé à 826 francs CFA/kg, contre 1 076 francs CFA en 2003, soit un recul de 24 pour cent en trois ans.

Concernant le café, les dernières données indiquent une légère reprise, surtout dans la province de Kie-Ntem où l'on enregistre une relative hausse des achats auprès des planteurs, malgré une situation internationale dégradée notamment par la chute des cours internationaux.

L'industrie de transformation du bois est regroupée dans la zone portuaire du Rio Ekuku, au sud de Bata, une région qui se spécialise dans le sciage et les panneaux de déroulage. En raison des conditions favorables du marché, la production de bois transformé a enregistré une hausse annuelle significative de 11 pour cent entre 2000 et 2006.

L'industrie énergétique (électricité, gaz) est en pleine progression grâce au renforcement de la capacité de production électrique et à l'acquisition de nouvelles centrales thermiques. L'activité du secteur énergétique est restée soutenue en 2007, en liaison avec la bonne tenue de la production de l'électricité et de la hausse

de la consommation facturée. La production électrique a atteint 181 375 kWh à la fin décembre 2007, contre 136 950 kWh à la même période 2006, soit une hausse sensible de 32.4 pour cent.

La production manufacturière pourrait profiter de l'élévation du niveau de vie des populations soutenue par les recettes pétrolières, et contribuer à la croissance économique du pays, à condition de réduire les obstacles que constituent des infrastructures de transports insuffisantes, la pénurie de capital humain qualifié, et des procédures administratives trop lourdes pour la création d'entreprises.

En revanche, le bâtiment et les travaux publics (BTP) sont en pleine progression. Le secteur a été redynamisé ces dernières années par des investissements publics colossaux, notamment pour la construction d'écoles, de centres de santé et de logements sociaux, les infrastructures routières et les travaux publics.

En ce qui concerne la pêche, les eaux territoriales de la Guinée équatoriale sont très riches mais encore mal exploitées. Le secteur de la pêche traditionnelle cohabite avec celui de la pêche industrielle, qui compte de nombreuses entreprises nationales à l'instar de Guinea Pesca S.A, Alfa Marina S.A, Armement de pêche-Gabon, et d'autres entreprises agréées.

Actuellement la production industrielle totale de la pêche est de l'ordre de 340 tonnes, mais avec la

construction d'une usine de transformation dans la ville de Mbini par la société Cepesca S.A, la production totale devrait augmenter dans les prochaines années. Du côté de la pêche traditionnelle, les derniers chiffres de la direction des pêches traduisent une diminution substantielle des captures au cours de la période en cours. En effet, le volume des poissons s'est réduit de 12.1 pour cent en 2007, tombant à moins de 350 tonnes à cause de la vétusté de la flotte artisanale.


La structure de la demande reflète la dépendance de la Guinée équatoriale vis-à-vis du pétrole. Le pays doit aussi importer la plupart des biens de consommation, et cette situation devrait persister en 2008 et 2009. L'investissement public a été soutenu en 2007, afin de renforcer les infrastructures de base dans

le pays, augmentant de 15 pour cent par rapport à 2006. L'investissement privé, dans le secteur pétrolier notamment, a atteint un niveau record en 2007, et il contribue d'une façon significative à la consolidation du PIB. L'économie équato-guinéenne est devenue une destination fortement attractive pour les investissements directs étrangers (IDE) dans la région. La consommation des ménages a été soutenue en 2007, avec une croissance en volume de l'ordre de 13.5 pour cent, grâce à la hausse des revenus des ménages tirée par une augmentation des traitements dans la fonction publique. La consommation finale dans le secteur public a affiché une augmentation de 6 pour cent, liée principalement aux besoins en équipements et fournitures des entreprises nationales et à la consommation de l'administration publique.

Tableau 1 - Composantes de la demande

	En pourcentage du PIB (à prix courants)		Pourcentages de variation, en volume			Contributions aux variations du PIB, en volume		
	1999	2006	2007(e)	2008(p)	2009(p)	2007(e)	2008(p)	2009(p)
Formation brute de capital	76.4	40.2	12.3	8.3	5.0	13.3	9.2	5.6
Publique	6.8	17.0	15.0	5.0	5.0	6.8	2.4	2.4
Privée	69.6	23.2	10.4	10.9	5.0	6.4	6.8	3.3
Consommation finale	40.5	12.9	0.1	2.3	3.0	0.0	0.9	1.1
Publique	7.2	2.9	7.4	6.2	6.3	0.5	0.4	0.4
Privée	33.3	10.0	-1.3	1.4	2.3	-0.5	0.5	0.7
Solde extérieur	-16.8	46.9				-3.5	-4.2	-2.6
Exportations	100.4	97.3	5.5	2.3	1.1	10.4	4.2	1.9
Importations	-117.2	-50.3	5.8	3.6	2.0	-13.8	-8.4	-4.6
Taux de croissance du PIB, en volume	-	-				9.8	5.8	4.1

Source : Données de la BEAC et des autorités nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/328734874645>

La consommation finale (publique et privée) devrait se consolider pour 2008 et 2009 en raison des besoins continus de l'économie équato-guinéenne en matière d'intrants (pièces de rechanges, outils et équipements et biens de consommation). Par contre, les exportations devraient diminuer en volume en 2008 et 2009 avec la tendance à la baisse de la production pétrolière, dont le rythme d'extraction a atteint une certaine maturité,

une baisse que n'ont pas compensée, ces dernières années, les découvertes de nouveaux gisements de gaz. Les aléas de la production du secteur pétrolier influenceront considérablement le taux de croissance du PIB dans les années à venir. Les prévisions misent ainsi sur une orientation au ralentissement de la croissance en 2008 et 2009, sont taux passant respectivement à 5.8 pour cent puis 4.1 pour cent.

Politique macro-économique

Politique budgétaire

Le solde global est estimé à 22.8 pour cent du PIB en 2007, un taux élevé dû à un meilleur recouvrement des recettes pétrolières, qui ont affiché un record en dépassant la barre de 2 000 milliards de francs CFA.

Les recettes pétrolières ont représenté 42.7 pour cent du PIB en 2007, un léger recul par rapport à l'année 2006, manifestement dû à l'instabilité des cours du pétrole et à celle du prix du gaz naturel. Les recettes non pétrolières, qui stagnaient depuis que le pétrole a commencé à dominer l'activité économique nationale, reprennent de l'importance après les réformes fiscales de février 2006 qui ont instauré dans le pays la taxe à la valeur ajoutée (TVA) et une nouvelle loi sur la fiscalité douanière visant à améliorer le recouvrement des recettes fiscales non pétrolières.

Les dépenses totales ont progressé en 2007 pour atteindre 22.8 pour cent du PIB, contre 21.4 pour cent en 2006. En volume, les dépenses totales ont atteint 956.4 milliards de francs CFA en 2006 et 1 188.4 milliards en 2007, soit une augmentation de 24.2 pour cent par rapport à l'année 2006.

Les dépenses courantes se sont stabilisées au niveau de 4.5 pour cent du PIB. Cette stabilité récompense

les efforts que poursuit l'État équato-guinéen pour compenser la hausse des cours internationaux du pétrole et la progression de la masse salariale.

Dans l'ensemble, l'exercice 2007 devrait se clôturer sur un excédent substantiel de 22.8 pour cent, bien que la position budgétaire se soit dégradée par rapport à 2006. Le solde budgétaire devrait s'améliorer en 2008, avant de se détériorer en 2009 en cas de repli des prix des cours de pétrole, et donc des recettes totales.

À l'instar des pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique Centrale (Cemac), qui ont adhéré à l'initiative pour la transparence des industries extractives (EITI), la politique économique et financière du gouvernement équato-guinéen préconise la promotion de la transparence dans la gestion et l'utilisation des revenus pétroliers, à travers le financement par les surplus pétroliers de fonds spéciaux. Ces fonds sont notamment destinés aux générations futures et aux efforts de diversification de l'économie.


En 2007, la politique budgétaire s'est axée sur la promotion d'infrastructures de base de qualité dans la perspective des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Le gouvernement s'est parallèlement attaché à renforcer le capital humain en privilégiant les secteurs de l'éducation, de la santé et de la sécurité nationale, ainsi qu'en accroissant les dépenses en biens et services.

Tableau 2 - Opérations financières de l'État (en pourcentage du PIB)

	1999	2004	2005	2006	2007(e)	2008(p)	2009(p)
Recettes totales (avec dons)^a	18.8	31.3	37.5	47.6	45.7	44.8	43.9
Recettes fiscales	4.0	2.1	1.5	1.7	1.6	1.4	1.4
Recettes pétrolières	13.6	28.3	34.8	44.4	42.7	42.0	41.2
Dépenses totales (et prêt nets)^a	16.8	19.7	16.4	21.4	22.8	20.4	21.4
Dépenses courantes	10.0	5.0	4.5	4.4	4.5	4.1	4.3
<i>Sans les intérêts</i>	9.0	4.8	4.3	4.3	4.4	4.0	4.3
Salaires	2.8	1.2	1.0	0.9	0.9	0.7	0.8
Paiements d'intérêts	1.1	0.2	0.2	0.1	0.1	0.0	0.0
Dépenses en capital	6.8	14.7	11.9	17.0	18.3	16.4	17.1
Solde primaire	3.0	11.8	21.4	26.3	23.0	24.4	22.5
Solde global	2.0	11.6	21.2	26.2	22.8	24.3	22.5

a. Seuls les principaux postes de recettes et de dépenses sont détaillés.

Source : Données de la BEAC et des autorités nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/331040606061>

Les prévisions 2008 et 2009 tablent sur une tendance à la baisse des recettes totales du pays et notamment des recettes pétrolières, mais le solde global devrait rester largement positif, à un niveau supérieur à 20 pour cent du PIB.

Politique monétaire

Membre de la Cemac, la Guinée équatoriale applique la politique monétaire de la communauté. La BEAC (Banque des États de l'Afrique Centrale) veille à la stabilité de la parité du franc CFA. À la fin de l'année 2007, la situation du pays se caractérisait par une consolidation des avoirs extérieurs du système monétaire, par un renforcement de la position créditrice de l'État et par un accroissement de la masse monétaire.

La masse monétaire au sens large (M2) a été en hausse de 14 pour cent au cours de la période pour dépasser la barre de 320 milliards de francs CFA, alors que le taux de couverture de l'émission monétaire restait stable, à 99.2 pour cent (estimation).

Le taux d'inflation s'est établi à 4.9 pour cent en 2007, légèrement en deçà des 5 pour cent observés en 2006. Ce taux reste, néanmoins, au dessus de la limite de 3.5 pour cent requise par la Cemac. Il reflète par ailleurs une légère hausse des prix de biens de consommation, le pays important la plupart de ses produits et de biens de consommation, notamment les produits alimentaires et vestimentaires et les biens d'équipements. Néanmoins, on prévoit une diminution sensible du taux d'inflation pour 2008 et 2009, due essentiellement à un retour de stabilité des prix à la consommation d'une part et, d'autre part, à une sensible augmentation de la production des cultures vivrières dans le pays.

En 2007, la fermeté de la consommation des ménages, soutenue notamment par l'expansion des activités des secteurs à haute intensité de main d'œuvre comme le BTP, a pesé sur l'évolution des prix à la consommation. En dépit des mesures de contrôle des prix des produits de première nécessité exercées au dernier trimestre 2007, de la baisse relative des coûts des communications téléphoniques et du maintien des

subventions des prix à la pompe des carburants par l'État, cette pression devrait être entretenue par la hausse des salaires des fonctionnaires, par les faibles disponibilités de main d'œuvre locale qualifiée, ainsi que par les dispositions réglementaires imposant aux entreprises de recruter des nationaux.

La politique de désendettement de l'État au plan extérieur et intérieur a fortement contribué à l'évolution du crédit intérieur, caractérisé par le niveau record en 2007 des avoirs du trésor public auprès du système bancaire, en hausse de 36 pour cent par rapport à 2006. Le crédit intérieur a été marqué par une surliquidité des pouvoirs publics mais, en même temps, par une faible capacité de mobilisation des crédits bancaires par le secteur privé, ce qui se traduit, pour la période, par une absence totale d'endettement de l'État.

Position extérieure


Les principaux partenaires commerciaux de la Guinée équatoriale sont les États-Unis, la Chine, la France, l'Espagne et le Royaume-Uni. Les États-Unis demeurent son premier client en absorbant plus de 35 pour cent des exportations du pays, en particulier les hydrocarbures des gisements maritimes du Golfe de Guinée. La position extérieure du pays repose sur une étroite base d'exportations concentrées sur les ressources naturelles, en particulier le pétrole et le gaz naturel. Ces produits sont particulièrement sensibles aux chocs subis par les termes de l'échange, rendant le pays très vulnérable aux évolutions internationales des cours. Le pétrole et le méthanol dominent les exportations à hauteur de 96 pour cent du PIB depuis une décennie. La Guinée équatoriale est le premier pays exportateur de pétrole de la zone franc, devant le Congo et le Gabon.

En 2007, les exportations de biens et services ont représenté 92.5 pour cent du PIB contre 96.3 pour cent pour 2006, soit un recul de 3.8 points. Ce ralentissement des exportations est dû principalement à la mise en exploitation de nouveaux gisements pétroliers dans le Golfe de Guinée, qui a provoqué une mobilisation de la main d'œuvre sur les nouveaux sites au détriment des anciens. Par ailleurs, l'augmentation de la production

Tableau 3 - Comptes courants (en pourcentage du PIB)

	1999	2004	2005	2006	2007(e)	2008(p)	2009(p)
Balance commerciale	38.7	64.5	68.4	65.6	63.3	65.7	63.6
Exportations de biens (f.o.b.)	98.0	98.3	98.1	96.3	92.5	91.1	89.2
Importations de biens (f.o.b.)	59.3	33.8	29.8	30.7	29.2	25.4	25.7
Services	-55.5	-26.7	-19.5	-18.7	-18.6	-16.4	-14.9
Revenu des facteurs	-13.7	-63.2	-58.3	-47.9	-45.7	-40.0	-36.3
Transferts courants	0.6	-1.0	-0.9	-1.1	-1.3	-1.4	-1.7
Solde des comptes courants	-29.9	-26.3	-10.4	-2.1	-2.3	7.9	10.7

Source : Données de la BEAC et des autorités nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/332228245027>

attendue en 2008 et 2009 pourrait être suivie d'une baisse des prix du pétrole, ce qui influencerait sur le volume des exportations du pays.

Les importations de biens et services ont enregistré une hausse substantielle de 17.1 pour cent en 2007 par rapport à 2006, pour un montant global de 2 630.3 milliards de francs CFA. Cette augmentation s'explique par l'accroissement des importations du secteur pétrolier et du secteur public. La demande de produits de consommation courante a également progressé, en raison de l'augmentation des dépenses de biens et services du secteur public et de la consolidation du pouvoir d'achat des ménages.

La balance commerciale est restée néanmoins excédentaire en 2007, à hauteur de 63.3 pour cent du PIB contre 65.6 pour cent en 2006. Le solde extérieur courant reste négatif (- 2.3 pour cent du PIB), malgré une forte réduction des déficits par rapport au niveau de 2005 (- 10.4 pour cent du PIB). À noter, une très nette amélioration est prévue pour 2008 (+7.9 pour cent).

À noter également le faible accroissement des crédits à l'économie, de 1.7 pour cent en 2007 contre 8.2 pour cent projeté antérieurement, relié à la réduction des niveaux de découverts consentis aux opérateurs économiques, dans un contexte d'afflux de ressources extérieures consécutif au bon comportement des marchés pétroliers.

Les ressources exceptionnelles du pays ont contribué à l'attraction de capitaux publics et privés. En 2006,

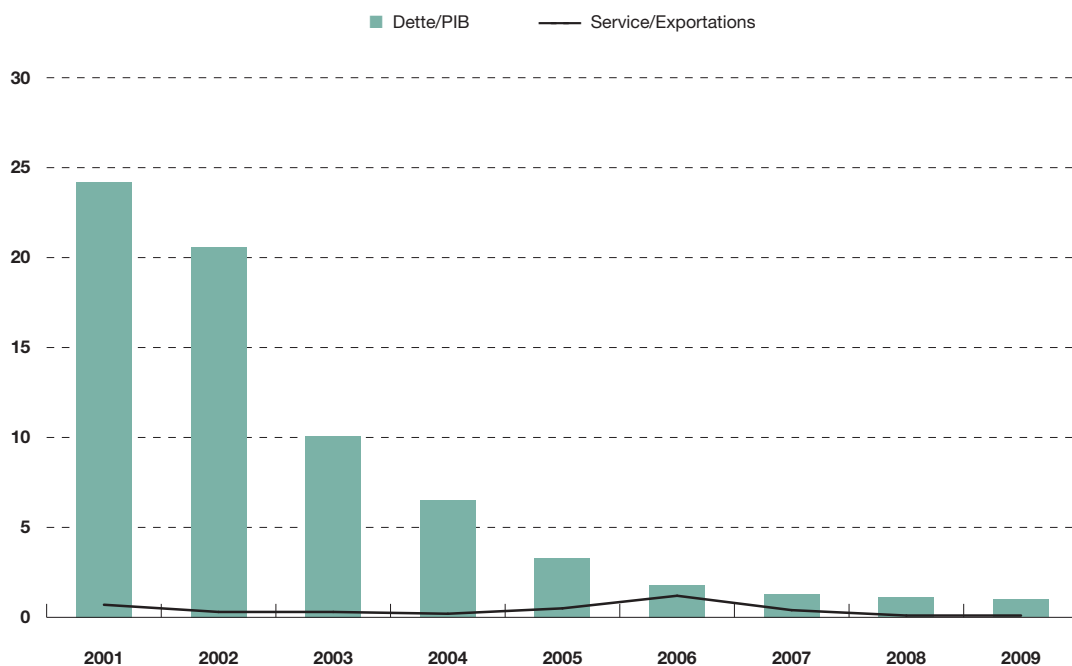
la Guinée équatoriale a bénéficié à elle seule de plus du tiers des investissements directs étrangers réalisés dans la zone de l'Afrique centrale, pour un total de 3.7 milliards USD. L'arrivée massive de capitaux étrangers illustre l'intérêt croissant des investisseurs internationaux pour une économie jeune et en pleine expansion.

La hausse des exportations du pétrole et le maintien des prix à des niveaux élevés ont contribué au renforcement des avoirs extérieurs du pays, qui ont crû de 30 pour cent par rapport à l'année 2006. Cette performance est due essentiellement à l'augmentation de la part revenant à l'État de certains contrats pétroliers, dopée par la flambée des prix mondiaux des hydrocarbures.


En ce qui concerne la dette publique, la poursuite du redressement des comptes extérieurs et l'augmentation des ressources budgétaires de ces dernières années ont amélioré les indicateurs de l'endettement extérieur, le plus faible de la région. Ils ont permis une renégociation de la dette bilatérale avec l'Espagne en 2003, puis avec l'Italie en 2005 ; les arriérés envers l'Espagne ont été apurés en 2004, et une partie de la dette avec l'Italie a fait l'objet d'un remboursement anticipé en 2005. Ainsi, le ratio de l'encours de la dette extérieure sur le PIB a chuté de 4.1 pour cent en 2005 à 2.2 pour cent en 2006 et à moins 1.8 pour cent pour 2007 et 2008.

Par contre le ratio du service de la dette par rapport aux recettes budgétaires a augmenté, passant de 1.1 pour cent en 2005 à 1.9 pour cent en 2006. Du fait

Figure 3 - Part de l'encours de la dette extérieure dans le PIB et ratio du service de la dette sur les exportations (en pourcentage)



Source : FMI.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/327281328234>

de son niveau de richesse par habitant et de la faible importance du stock de sa dette, la Guinée équatoriale n'est pas éligible à l'initiative pour les pays pauvres très endettés (PPTE). Cette situation confortable ne signifie guère que la communauté internationale se désintéresse du pays : l'aide internationale prend la forme d'une coopération technique et d'expertise dans les domaines relevant du développement humain, dans le but de réaliser les OMD alors que la Guinée équatoriale enregistre un retard important en matière d'éducation, de santé et de droit commun.

Questions structurelles

Développements récents

La gestion rationnelle des recettes du pétrole constitue un défi pour les autorités équato-guinéennes, car si les recettes sont considérables, les résultats sont en deçà des moyens dont dispose le pays. Les autorités se sont par ailleurs engagées à renforcer la transparence

dans la gestion des ressources pétrolières, suite à l'adhésion de la Guinée équatoriale à l'Initiative pour la transparence des industries extractives (EITI) en mars 2005.

En 2003, une loi de décentralisation administrative a été votée en vue d'un transfert de compétences aux 30 municipalités du pays. La modernisation du secteur public a été, également, au centre des recommandations de la conférence économique nationale de novembre 2007.

En novembre 2007, la deuxième conférence économique nationale de Bata, « Guinée Équatoriale 2020 », a défini un « agenda pour une diversification des sources de la croissance », notamment par le développement du secteur halieutique, du tourisme et des services financiers. Elle a également prôné une modernisation du secteur public.

L'édition 2008 du rapport de la Banque mondiale sur l'environnement des affaires, *Doing Business*, classe

la Guinée équatoriale au 165^{ème} rang mondial, alors qu'elle était 157^{ème} en 2005. Il faut en effet 136 jours en moyenne pour créer son entreprise dans le pays contre 20 jours au Cameroun et 14 jours en République centrafricaine ; il faut également 45 jours pour y formaliser un contrat d'embauche contre 23 jours au Cameroun. Dans ces conditions, la Guinée équatoriale ne peut ni voir émerger un secteur privé compétitif, ni réussir la diversification de son économie. Pour se hisser au rang des pays offrant un environnement des affaires véritablement attractif, le pays est mis au défi de transformer les règles, les habitudes et les comportements préjudiciables à l'activité économique

Il faut noter que le climat des affaires s'améliore grâce à une fiscalisation plus poussée, avec l'entrée en vigueur de réglementations régionales comme celles de la Cemac, ainsi que par la mise en œuvre de processus d'harmonisation de la législation des affaires.

Par ailleurs, l'État poursuit ses efforts de libéralisation du champ économique, au nom de la liberté d'entreprendre. Le nombre des entreprises privées nationales et étrangères ayant obtenu des marchés publics a considérablement augmenté ; ces entreprises interviennent dans la réalisation d'infrastructures vitales pour la population : l'éducation, la justice, la santé et le logement social. Les entrepreneurs restent cependant confrontés à une réalité institutionnelle locale inadaptée aux changements : lenteur et complexité des procédures administratives, pénurie de personnels qualifiés, et absence d'un système d'information fiable.

Les efforts pour diversifier l'économie passent nécessairement par le développement des infrastructures routières et maritimes et par un renforcement des liaisons aériennes entre les différentes régions. L'infrastructure routière, un point de faiblesse du pays, est prise en charge par les pouvoirs publics. En 2006, la longueur des routes bitumées a doublé, grâce au soutien financier et technique de la Banque africaine de développement (BAfD) et de l'Union européenne (UE). Une nouvelle route reliant Bata à la frontière orientale a été achevée avec l'aide de la Chine. Des axes bitumés desservent désormais la région d'Evinayong et relie Senye et Mbini, tandis

que la route reliant Malabo à Luba et Riaba sur l'île de Bioko a été goudronnée. Les deux principales villes du pays, Bata et Malabo, doivent bénéficier des projets en cours.

Dans le domaine du transport aérien, les projets de rénovation et d'extension des aéroports de Malabo et de Bata sont soutenus par la BAfD et le fond koweïtien du développement. L'aéroport de Malabo peut ainsi accueillir désormais les gros-porteurs.

Les infrastructures maritimes se développent également. Le port de Malabo, qui offre 204 mètres de quais pour une capacité annuelle de 200 000 tonnes, est en cours d'agrandissement. Le chantier, confié à la société marocaine Somagec, a commencé en mars 2006. Les travaux devraient offrir 1 400 mètres linéaires de quais à l'horizon 2009, répartis en trois unités répondant aux normes internationales. Malabo pourra ainsi accueillir tous gabarits de navires et porte-conteneurs.

Le secteur du bâtiment et des travaux publics est également classé prioritaire, notamment le développement de la capitale par la construction de la nouvelle ville, « Malabo II ». Ce gigantesque quartier devrait accueillir la plupart des services de l'État et les sièges de nombreuses entreprises, comme celui de la compagnie nationale de pétrole GEPetrol, ainsi que des logements. Le coût total des projets en cours est estimé à 750 millions d'euros.

Le logement social préoccupe aussi les autorités, et le chef de l'État a lancé en juin 2006 un grand projet de 2 330 logements sociaux au bénéfice des populations défavorisées. Ce marché est conduit par des entreprises chinoises (China Dalian) et des sociétés marocaines (Get, Chaabi) et libanaises (Seguibat).

Le secteur bancaire de la Guinée équatoriale est régi par la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC). Quatre banques opèrent dans le pays. Outre la BGFI Bank Guinée équatoriale, filiale du groupe gabonais BGFI (Banque gabonaise et française internationale), on trouve la Caisse commune d'épargne et d'investissement (CCEI), filiale de CCEI Bank-Cameroun; la Société générale de banques en

Guinée Équatoriale (SGBGE), filiale du groupe français Société Générale ; et un nouvel établissement, la Banco Nacional de Guinea Equatorial (BANGE), qui a démarré ses activités en septembre 2006. Ces banques couvrent la majorité du territoire national et fournissent les différents services bancaires, des crédits à l'exportation, des crédits commerciaux et des prêts immobiliers.

Sur le plan financier, le total agrégé des bilans en 2007 s'établit à 420 milliards de francs CFA, en progression de 11 pour cent par rapport à 2006. Les crédits bruts à la clientèle sont en progression de 31 pour cent pour les mêmes périodes, et les crédits nets se sont montés à 137 milliards de francs CFA, soit une augmentation de 32.5 pour cent en un an.

Selon la BEAC, les déclarations des banques nationales et les dernières vérifications ne font ressortir aucun besoin de provisions complémentaires au niveau de l'année 2006. Par ailleurs, la couverture des crédits par les dépôts s'établit à 345.6 pour cent, et les opérations avec la clientèle dégagent un excédent de ressources de 239 milliards de francs CFA. La trésorerie a présenté en 2007 un excédent de 63.8 pour cent du bilan total, en léger recul de 1.5 pour cent par rapport à l'exercice précédent.

En matière de solvabilité, les quatre banques semblent manifester une bonne couverture des risques, pondérés par un ratio de fonds propres nets supérieur à 8 pour cent. S'agissant de la couverture des immobilisations par les ressources permanentes, 3 banques réalisent un ratio supérieur ou égal à 100 pour cent, et parviennent à financer à hauteur de 50 pour cent leur emploi à plus de cinq ans de durée résiduelle par des ressources permanentes.

Développement des compétences techniques

Le système public de formation professionnelle et technique souffre d'une insuffisance manifeste de structures et d'organisation. Seuls deux centres professionnels, dont les infrastructures sont inadéquates, existent dans le pays. Il s'agit de *Modeste Gene Roz*,

situé à Bata, et du *12 Octobre*, situé à Malabo. Ces deux établissements constituent tout le potentiel national en matière d'enseignement public technico-professionnel.

Ils offrent peu de spécialités en relation avec les besoins de l'économie du pays. Le centre *Modeste Gene Roz*, de Bata, est le plus grand en termes d'effectifs de stagiaires et d'encadrement. Il a accueilli 705 stagiaires pendant l'année scolaire 2006/07, répartis en plusieurs filières : administration, mécanique auto, électricité auto, menuiserie.

Plus petit que le précédent, le centre du *12 octobre*, situé à Malabo, la capitale, est très récent, mais insuffisamment doté en équipements et en formateurs qualifiés. Malgré la nouveauté des structures d'accueil, la situation y est déplorable, ce qui prive la population jeune d'un espace important de formation pour les préparer au milieu de travail.

Dans les deux centres, la formation est répartie en trois niveaux. Le niveau primaire, appelé *Officialia*, dispense 3 ans d'études théoriques et pratiques. Le deuxième niveau, *Maestria*, correspond à une formation professionnelle ; il dispense également 3 ans d'études, qui permettent d'obtenir un diplôme de maîtrise professionnelle. Le troisième niveau, d'une durée d'une année, constitue une étape d'accès à une formation professionnelle pour les stagiaires issus du système d'éducation générale. C'est le niveau CAT : *Curso Acceso Technico*.

Le secteur privé de la formation professionnelle est très récent en Guinée équatoriale. Les rares établissements proposent notamment des formations de secrétaires et d'agents de saisie.

La formation professionnelle est une partie importante du Plan national pour le développement de l'éducation pour tous (EPT), lui même partie intégrante du Programme stratégique de l'Éducation en Guinée équatoriale, dont la mise en œuvre concerne tous les groupes sociaux du pays. La conférence économique nationale de novembre 2007 a consacré la formation professionnelle comme domaine prioritaire

de l'intervention de l'État dans le cadre de sa stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP).

Il n'existe pas de statistiques claires sur le niveau de l'emploi dans le pays, ni sur l'ampleur du chômage parmi la population active. La Guinée équatoriale, à l'instar de la plupart des pays africains où le taux de la population jeune dépasse 60 pour cent de la population totale, souffre d'un niveau de chômage assez élevé, qui s'accroît dans les grandes villes, résultat du fort exode rural.

La formation actuelle ne répond pas aujourd'hui aux besoins du marché du travail. Les enquêtes menées auprès des opérateurs économiques inclinent à estimer que le chômage en Guinée équatoriale est davantage lié à une faible qualification de la main d'œuvre qu'à une insuffisance de l'offre d'emploi. Il existe un décalage entre les besoins des entreprises et les compétences disponibles. En effet, la loi sur l'emploi favorise un recours prioritaire à la main d'œuvre nationale: 65 pour cent au minimum des professionnels recrutés doivent être des Équato-guinéens, la proportion étant encore plus élevée pour les non professionnels. Ce recrutement doit s'accompagner en cas de besoin d'une formation de mise à niveau, qui ne s'avère malheureusement pas toujours suffisante pour dispenser les compétences requises. Beaucoup d'entreprises déplorent ainsi la difficulté à respecter les quotas de recrutement de nationaux faute de compétences disponibles. L'inadéquation entre l'offre et la demande de travail est partiellement comblée par le recours à de la main d'œuvre étrangère. La politique migratoire peut donc constituer un levier stratégique pour mieux réguler le marché de l'emploi.

Le gouvernement a entrepris une grande réforme du secteur de la formation professionnelle et technique, adoptée par le Conseil de gouvernement et dont la mise en œuvre était annoncée partir du début de l'année 2008. La réforme s'articule sur trois points : *i*) la modernisation des équipements de formation, *ii*) le renforcement de l'encadrement, et *iii*) l'augmentation et la diversification des filières.

En ce qui concerne la modernisation, le gouvernement a soumis des appels d'offre pour le

renouvellement et l'achat de nouveaux équipements pour les deux centres de formation. En plus des machines, les autorités envisagent l'introduction de matériels didactiques performants, notamment l'outil informatique et l'audiovisuel.

L'encadrement est une autre priorité publique. Des bourses ont été allouées pour la formation de professeurs spécialisés dans des domaines bien précis, en collaboration avec la coopération espagnole et française.

Les autorités ont enfin programmé l'introduction de nouvelles filières, en adéquation avec l'évolution du marché du travail et la demande croissante des entreprises nationales et étrangères opérant sur le territoire : dessin bâtiment, tourneur, comptabilité et gestion des stocks, maintenance industrielle.

Le financement du secteur de la formation professionnelle reste du ressort des autorités publiques, mais le budget alloué présente une partie minime du budget du ministère de l'Éducation nationale, moins de 5 pour cent ces dernières années.

Certains secteurs économiques sont mis à contribution dans l'effort de financement de la formation professionnelle. L'État a ainsi décidé, par un décret de 2004, la mise en place d'un Institut technologique du pétrole cogéré avec le secteur privé. Au-delà de cette initiative, la question de la formation professionnelle se pose pour tous les secteurs, et elle est particulièrement critique dans les secteurs envisagés pour la diversification de l'économie: pêche et aquaculture, finances, tourisme, agriculture. La diversification ne pourra se faire sans une main d'œuvre qualifiée. Un important travail d'identification des besoins de formation professionnelle sera indispensable.

Plusieurs bailleurs de fonds, comme l'Unesco, l'OIT, la coopération espagnole ou la coopération française cofinancent quelques projets, dans le cadre d'actions de coopération bilatérale ou multilatérale avec le gouvernement ou le secteur privé.

Le défi majeur au niveau de l'emploi se pose donc au niveau de la formation professionnelle si l'on veut

assurer une meilleure adéquation entre les besoins des entreprises et les compétences disponibles sur le marché. La dotation du secteur de la formation en équipements et en personnels d'encadrement fait toujours défaut, et sa mise à niveau reste un impératif pour accompagner l'évolution socio-économique du pays et permettre le développement de nombreux secteurs économiques.

Contexte politique

La Guinée équatoriale est régie par un régime présidentiel fort. Après sa prise de pouvoir en 1979, le président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo a été reconduit pour un nouveau mandat de sept ans en décembre 2002, avec plus de 97 pour cent des voix.

L'organisation politique actuelle est basée sur la constitution de 1996, qui prévoit trois niveaux de pouvoirs (exécutif, législatif et judiciaire). Le pouvoir exécutif est exercé par le président de la République qui nomme un Premier ministre, chef du gouvernement, ainsi que les membres de ce gouvernement. Le pouvoir législatif est exercé par l'Assemblée nationale, dont les députés sont élus au suffrage universel pour un mandat de cinq ans. Le pouvoir judiciaire s'exerce à travers différentes juridictions et tribunaux à travers le pays, dont la plus haute instance est la Cour suprême de justice. Le chef de l'État nomme le président de la cour suprême et les membres qui la composent pour un mandat de cinq ans.

Les dernières élections législatives ont eu lieu en mars 2004. Le parti au pouvoir, le Parti démocratique de la Guinée équatoriale (PDGE), est largement majoritaire, avec 98 sièges sur les cent que compte l'Assemblée nationale.

Une ouverture du champ politique a permis la constitution de plusieurs partis, comme la Convergence pour la démocratie sociale (CPDS) ; l'Union populaire (UP) ; L'Action populaire de la Guinée équatoriale (APGE), l'Union démocratique et sociale (UDS), et la Convention sociale démocratique et populaire (CSDP).

Au cours d'un lent processus de consolidation de la démocratie et de la gouvernance dans le pays ont été

établies les bases de fonctionnement des organisations de la société civile, grâce à l'approbation de deux lois sur les associations et les ONG.

Contexte social et développement des ressources humaines

Malgré une croissance soutenue et un afflux de recettes considérables, la situation sociale de la Guinée équatoriale est largement en deçà des espérances. Le pays est classé au 127^{ème} rang des indicateurs du développement humain (IDH) sur 177 pays selon le Rapport sur le développement humain (2007-2008) du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), soit un recul de sept places par rapport à l'année 2006. Ce classement, qui place la Guinée parmi les pays ayant un développement humain moyen, est obtenu grâce à l'augmentation du PIB par habitant, et non par une amélioration des indicateurs sociaux (accès aux soins ou aux services publics, élévation du niveau de l'éducation et de la formation).

67 pour cent de la population totale vivaient dans la pauvreté extrême (moins d'un dollar par jour) entre 1994 et 2001 ; cette proportion s'élevait à 70 pour cent dans les zones rurales contre 60 pour cent en milieu urbain. Selon l'enquête équato-guinéenne auprès des ménages pour l'évaluation de la pauvreté (EEH) réalisée en 2006, 76.8 pour cent de la population totale est pauvre, ce qui correspond à un ratio de pauvreté de 66.4 pour cent des chefs de ménage. Cela représente un énorme retard pour un pays dont le revenu moyen par tête dépassait 20 000 USD par habitant.

L'analyse montre que la pauvreté affecte relativement plus les femmes que les hommes, et les milieux ruraux que les milieux urbains. La situation sanitaire du pays reste alarmante malgré l'amélioration relative de certains indicateurs du développement humain : l'espérance de vie à la naissance s'est améliorée et atteint 50.4 ans, mais avec un taux de mortalité infantile toujours élevé, de l'ordre de 123 pour mille naissances vivantes en 2006, et un taux de mortalité maternelle de 680 pour 100 000 naissances vivantes. Toujours selon l'EEH, le paludisme

demeure le premier facteur de mortalité : 49 pour cent des décès d'enfants de moins de cinq ans sont liés à cette maladie. Ces taux révèlent la faible couverture vaccinale dans le pays contre les pathologies ; actuellement le Programme élargi de vaccination (PEV) a vacciné 32.3 pour cent des enfants contre la rougeole, 34 pour cent contre la tuberculose et 32 pour cent contre la diphtérie, tétanos et coqueluche (Dtp3).

La prévalence du VIH/Sida atteint 7.2 pour cent de la population âgée de 15 à 49 ans, selon les sources nationales. Face à cette situation le gouvernement a mis en œuvre différentes actions comme le renforcement des programmes de santé de la mère et de l'enfant, la création du Conseil national de lutte contre le sida, et la mise en œuvre d'un Projet de renforcement des capacités de luttes contre le VIH/Sida, financé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

L'infrastructure sanitaire progresse, avec 300 dispensaires de premier et deuxième niveau, et une dizaine d'hôpitaux municipaux et provençaux gérés par une Caisse de sécurité sociale (Ineseso) couvrant la moitié des dépenses médicales des assurés. Une nouvelle polyclinique d'une capacité de 110 lits a ouvert ses portes à Bata en mai 2007 avec des équipements très modernes. Elle opère dans la plupart des disciplines médicales, mais les infrastructures et le matériel sanitaires sont insuffisants, et leur maintenance défectueuse.

Malgré la mise en œuvre du plan de déploiement des personnels sanitaires issus de la première promotion de médecine en 2006, leur répartition n'est pas équilibrée entre les zones urbaines et les zones rurales. Le Plan de développement des ressources humaines (PDRH) n'est pas pris en compte, ce qui limite la répartition rationnelle des ressources humaines et freine l'adoption de politiques de motivation des agents sanitaires sur leurs postes de travail. Le gouvernement doit recourir à des compétences médicales étrangères, notamment hispanophones, en provenance de Cuba, d'Argentine et de quelques pays européens.

Le nombre insuffisant d'écoles maternelles, primaires et secondaires, d'universités, de centres professionnels, l'absence d'infrastructures adéquates (eau potable,

assainissement, mobilier, électricité, informatique) constituent les principaux maux dont souffre le secteur de l'éducation en Guinée équatoriale. Malgré ces lacunes, le niveau d'éducation s'améliore d'une façon continue, et le taux d'inscription des enfants dans le primaire a atteint 87 pour cent en 2007, et 25 pour cent dans le secondaire. Ce progrès est dû notamment à l'augmentation des infrastructures d'accueil dans les différentes régions du pays, qui compte désormais 784 établissements primaires (dont 115 écoles privées), et 71 établissements secondaires (dont 40 privés) ; le nombre des classes a atteint 1 500 en 2007, contre 1 378 en 1999.

L'insuffisance de formation du corps enseignant et le manque de matériels pédagogiques adéquats entravent toutefois l'amélioration qualitative du système éducatif. Dans l'enseignement secondaire général en particulier, le nombre d'enseignants qualifiés est très insuffisant par rapport à la demande, surtout dans les zones rurales. La majorité des enseignants qualifiés sont des religieux ou des étrangers, et travaillent à temps partiel. Le gouvernement a investi 5 millions USD en 2007 dans la formation de 2 000 enseignants, 36 conseillers pédagogiques et 45 inspecteurs d'enseignement.

Ce secteur bénéficie également du soutien de nombreuses institutions internationales et de pays. Les Nations unies avaient dépensé en 2006 plus de 5 millions USD pour la formation des 2 000 enseignants. L'Agence espagnole de la coopération internationale (AECI) et le ministère de l'Éducation nationale espagnole ont apporté leur contribution à la réforme du cursus scolaire et universitaire, à l'instar d'autres pays comme la France et la Chine. Mais bien que la première conférence économique de 1997 eût alloué 15 pour cent du budget national à l'éducation, on constate, ces dernières années, un recul des budgets de cette allocation : entre 2002 et 2007, les dépenses pour l'éducation nationales n'ont pas excédé 4 pour cent du total des dépenses publiques.

